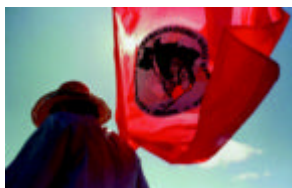


La réforme agraire attend toujours...

Inégalité foncière et Réforme agraire



Par ses objectifs, la réforme agraire « vise à établir un système de relations entre l'homme, la justice sociale, le progrès et le bien-être du travailleur rural et le développement économique du pays, par l'extinction du minifúndio et du latifúndio ».

On identifie clairement au Brésil ceux qui ont trop de terres. Ce sont les latifundiaires. A la date du dernier recensement agricole (1995-96), les latifúndios - établissements agricoles de plus de 1000 ha. - alors qu'ils ne comptent que pour 1% du nombre, rassemblent 45 % des surfaces. Les 27 plus grands latifúndios du pays représentent même - à eux seuls - plus de 2,5 millions d'hectares. A l'inverse, ceux qui n'en ont pas assez, les minifúndio - de moins de 10 ha. - comptent, eux, pour 47,1 % du nombre, mais ne représentent pas plus de 2,2 % de la surface agricole. Les trois quarts des paysans brésiliens, soient 3,5 millions de personnes, ne disposeraient pas d'assez de terres.

Dans le même temps, au cours des dernières décennies, il faut également souligner une rapide expansion des cultures des produits d'exportation, presque toujours aux détriments des produits destinés au marché intérieur qui devraient servir à la consommation de la population brésilienne. Les Latifúndios privilégient ce mode de production essentiellement vouée à l'exportation. Cependant et en termes généraux, la valeur de la production par hectare indique qu'en 1985, les minifúndios montraient une valeur de production brute 27 fois supérieure à celle des latifúndios, et sont responsables de la majeure partie de la production des aliments de base de la population et de diverses matières premières industrielles.

Ces deux éléments nous donnent la mesure de l'ampleur du problème et montre la nécessité, toujours actuelle, d'une vaste réforme agraire au Brésil.

Quelle réforme agraire ?

Le pouvoir brésilien se vante d'avoir fortement relancé la réforme agraire dans la deuxième moitié des années 90. Mais, lorsqu'on examine ses propres chiffres, de 1995 à 1998, il n'a, en fait installé, en quatre ans, qu'un peu plus de 250.000 familles. Un chiffre qui est à rapprocher de celui de la population potentiellement concernée et qui est, nous l'avons vu, d'au moins 3,5 millions. A ce rythme d'environ 50.000 familles installées par an, il faudrait donc au moins 70 ans pour que le problème soit résolu. De plus, il faut souligner que plus d'un quart de ces familles ont été installées dans des projets anciens d'assentamentos, et ne peuvent donc être mises au compte d'une avancée nouvelle. Enfin, plus de 150.000 des installations - soit 62 % - ont eu lieu en Amazonie.

Tout indique donc que les mesures de réforme agraire sont non seulement insuffisantes en quantité, mais qu'elles ne s'appliquent pas là où elles sont les plus urgentes. Elles visent ainsi clairement à atténuer les tensions rurales là où elles sont les plus criantes ; à déplacer les populations rurales estimées en surnombre vers des régions éloignées de l'intérieur ; à maintenir intact, autant que faire se peut le statu quo foncier, même s'il implique le maintien de la dualité latifundios/minifundios ; et, finalement, à ne concéder quelques mesures d'installations de familles paysannes là, et seulement là, où le Mouvement des Sans Terre et d'autres organisations paysannes (CPT, CUT...) ont su exercer une pression suffisante, notamment par des occupations - acampamentos, pour entraîner leur officialisation sous la forme d'installations - assentamentos de réforme agraire.

Le principe des Assentamentos

Les organisations paysannes et au tout premier lieu le Mouvement des Sans-terre se battent pour la mise en œuvre d'une véritable Réforme Agraire. Et, au-delà des seules occupations (acampamentos) de terres improductives, il impulse également de vigoureux efforts pour la viabilisation - dans la durée - des installations de réforme agraire (assentamentos) ou la viabilité économique, sociale voire culturelle est tout aussi importante qu'une conscience éclairée de ses membres.

Comme vient de le montrer une enquête récente de H.de Carvalho- portant sur l'étude d'un grand nombre de cas - l'assentamento de réforme agraire constitue bien un lieu nouveau, où des formes inédites d'interaction sociale

entre des personnes et les familles d'origines parfois hétérogènes, connaissent un haut niveau d'intensité. Elles se traduisent par des rencontres systématiques, quasi quotidiennes, pour examiner et trouver des solutions à de problèmes aussi variés que le découpage des parcelles, la définition du nombre de familles à installer jusqu'à la constitution des associations pour le fonctionnement durable de l'assentamento.

Leur nouvelle position sociale de propriétaires privés, la formation d'une nouvelle communauté, les innovations technologiques dans la production, l'accès au crédit et la nécessité de faire face aux échéances de son remboursement, le débat socio-politique dans lequel les familles de paysans installées se trouvent ainsi engagées, le recours à d'autres langages que l'accès à de nouveaux domaines de la connaissance introduites à haute dose dans le quotidien de ces personnes, produisent chez elles une forte surcharge psychologique. Elle exige de ces paysans un état permanent de grande vigilance.

Mais ce qui est tout de même le plus répandu, c'est rapidement la conscience commune d'être parvenu à dépasser la «sujétion» à laquelle ils étaient antérieurement soumis, et la ferme volonté de rejeter une quelconque situation qui pourrait être, objectivement ou subjectivement, identifiée à toute autre forme de sujétion.

L'expression se libérer du «patron» acquiert ainsi une connotation quasi symbolique : le sentiment de l'affranchissement de la dépendance, de l'oppression et de l'exploitation.

Un autre sentiment très répandu est celui de l'attachement au lieu, et de l'appartenance à l'espace nouvellement conquis. Ce sentiment d'appartenance à la terre conquise trouve ici sa réalisation. Le présent a toujours été plein de changements de lieux de travail, de souffrances, d'incertitudes quant aux questions vitales de survie, alors que le futur n'était encore qu'une abstraction, développée pendant la «captivité», construite sur le désir de libération, qui a trouvé à s'exprimer dans la volonté de conquête d'une terre à soi.

Thomas Colmant
Responsable du secteur Education au Développement
Frères des Hommes France